RÉPUBLICAINES
LES LANDES
HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.
S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »
7 rue Frédéric Bastiat – BP34
40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41
Directeur de la publication : Alain BACHE
e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : http://pcf40.free.fr
Abonnement annuel 30€
Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN
C.P.N° 0728P11523– N° 2550 – Jeudi 30 avril 2026

Après son congrès, à quoi doit répondre le PGE ?

Le congrès du PGE qui s'est tenu à Bruxelles les 17 et 18 avril a permis au PCF de porter ses exigences de contenu et de tenir des rencontres bilatérales, comme l'article d'Hélène Bidard le développe.

LES LUTTES EN EUROPE

Concernant les enjeux de fond, c'est-à-dire la manière dont le PGE pourrait être un outil pour mettre en commun les luttes, les exigences et les initiatives des partis membres pour la paix et contre l'austérité en Europe, ce congrès laisse beaucoup de questions ouvertes. Les questions posées lors de la préparation du congrès le restent à son issue.

Pour le PCF comme pour d'autres organisations membres, le congrès initie surtout une phase transitoire qui devra aboutir lors de l'assemblée générale de 2027. Le congrès et les interventions des délégués de nombreux partis affirment nettement un profil pour la paix et la sécurité collective en Europe. Il faut donc maintenant le décliner concrètement.

Deux points particulièrement importants doivent être travaillés dans l'année qui vient si l'on veut un PGE utile pour les luttes convergentes des partis membres.

- **Construire une action commune en Europe pour la paix et contre la militarisation de l'économie. Le PGE est le seul parti européen à s'emparer de la question de la lutte pour la paix et la sécurité collective ainsi que de la lutte contre la militarisation de l'économie. Mais cela demeure assez peu visible et peu en lien avec les partis membres. Or, le véritable atout du PGE réside dans ses partis membres. Le PCF a porté lors de ce congrès l'exigence que le PGE s'empare de l'exigence de la paix en devenant un espace de mise en commun des élaborations et des actions pour la paix des différents partis membres. Des points d'appui peuvent être utilisés, comme les prises de position du gouvernement espagnol auquel participent le Parti communiste et la Gauche Unie d'Espagne.**
- **Construire un parti de partis transparent et démocratique. Pour cela il convient de poser la question des modalités de fonctionnement du PGE. Il existe une tendance à la centralisation et à la fédéralisation du parti, faisant écho avec une certaine tentation fédéraliste de la construction européenne. Le PCF, avec d'autres organisations, défend une conception d'un parti de partis pleinement souverains mettant en commun leur expérience, leur positionnement, leur analyse pour faire naître du commun en Europe et pour élaborer des actions et campagnes communes. Ce débat existe depuis longtemps dans le PGE mais il tend à s'approfondir.**

Le PGE est à un tournant de son histoire. Porté lors des années 2010 par l'essor des luttes anti-austérité en Europe, il a été confronté depuis à plusieurs échecs et à plusieurs crises provoquées par les reculs de ces luttes. Il s'agissait ici du premier congrès après le départ des organisations populistes et de la gauche verte nordique. Une nouvelle page de l'histoire d'un PGE refondé doit s'écrire dès maintenant. Soit il est en mesure de répondre à ces deux enjeux, soit sa crise va se poursuivre et se renforcer.

L'ampleur des défis et des menaces historiques qui pèsent sur les peuples d'Europe, avec la menace de guerre, le renforcement de la domination de l'OTAN et de l'atlantisme sur une UE dont la construction est fondamentalement capitaliste, la menace de l'extrême droite, rend une organisation de gauche en Europe portant une vision transformatrice sociale, économique, démocratique, pour la paix, plus nécessaire que jamais. Mais cela suppose qu'elle soit à la hauteur.■

PAROLES D'ÉLUS

Après la séquence électorale des municipales de ce mois de mars, nous donnons la parole à des camarades élus au travers de 4 questions.
On poursuit cette série de témoignages avec Damien DELAVOIE, nouvellement élu maire de Habas et Conseiller Départemental.

1/ Vous venez d'être élu. Comment s'est passée votre campagne et quels sont les problématiques auxquelles vous avez fait face ?

Cette candidature fut le fruit d'un long cheminement. Au printemps 2025, nous avons fait un point avec l'ensemble des élus pour savoir qui souhaitaient repartir. Parmi les 19 conseillers sortants, 13, dont le maire, avaient décidé de ne pas se représenter et 3 autres étaient indécis. La situation paraissait compliquée. Ma première tâche fut donc de convaincre les 3 sortants, qui hésitaient, à repartir. Une fois leur candidature actée, nous nous sommes mis au travail pour compléter la liste. A ce moment-là, nous devions présenter une liste de 19 candidats.
Ce fut un travail intense de rencontres, de conversations avec beaucoup d'habitants. Dès le début, j'ai eu le souhait d'ouvrir ce projet à des personnalités avec qui je ne partageaient pas forcément la même philosophie politique. Ma seule ligne rouge était l'extrême droite. C'est pourquoi, j'ai demandé à chacun de mes colistiers de signer une charte républicaine pour une ruralité solidaire et ouverte.
Début décembre notre équipe était complète et aucune autre liste n'était perceptible à l'horizon. Mi-décembre, l'Insee revoit notre population à la baisse et donc le nombre de candidat à 15. Ce fut une première difficulté, car nous devions nous séparer de deux candidats et en placer deux comme remplaçants.
Notre projet fut le fruit de multiple réflexions, menées dans différentes réunions de travail et de rencontres lors de l'exercice de mes mandats (1er adjoint et conseiller départemental, notamment lors de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale). Il en est ressorti 3 axes de réflexion :
- comment préserver l'existant
- comment permettre à nos jeunes de pouvoir se loger
- comment s'adapter au dérèglement climatique

Ces 3 axes ont été les fondations pour construire notre programme au cours d'une dizaine de réunions. Ce programme nous l'avons présenté à nos concitoyens lors d'un porte à porte studieux (où nous avons rencontré plus de 50 % de la population) et d'une réunion publique réussie.
Mi-janvier, le bruit d'une seconde liste commençait à pointer son nez et un mois plus tard celle-ci était confirmée. Ce qui pouvait paraître comme un problème, fut finalement un élément qui a renforcé notre motivation et notre cohésion. Cela a également a suscité de l'intérêt pour ces élections de la part de nos concitoyens qui s'est traduit par une forte participation (76%) et un résultat en notre faveur sans appel (59%).

2/ La coopération intercommunale prend de plus en plus d'importance sur les territoires, comment allez-vous combiner ce lien entre municipalité et intercommunalité ?

L'intercommunalité a pris, aux cours des dernières années, de plus en plus de compétences. Il est donc primordial d'y être présent afin de répondre aux attentes de nos concitoyens. Plusieurs points de notre programme vont d'ailleurs nécessiter un travail approfondi avec la communauté de communes : le logement, la voirie, le développement économique.…
Les résultats des élections municipales sur notre territoire (Orthe et Arrigans) ont été positifs pour notre courant de pensée. Ils représentent un mandat intéressant pour faire avancer nos idées et mener des politiques encore plus humaines et solidaires. Au final, les 2 tiers des délégués communautaires se classent à gauche et les forces de gauche se retrouvent largement majoritaires au sein du bureau avec 6 vice-présidents sur 8 dont 2 élus communistes (Roger Larrodé, maire de St Lon les Mines et moi-même).
Le grand changement vient également des deux communes centres de notre territoire (Peyrehorade et Pouillon) où les électeurs ont choisi des élus qui seront plus présents, plus moteurs et plus solidaires dans le travail communautaire qui nous attend.
J'ai vraiment hâte de de commencer cette nouvelle expérience et d'apporter mon expérience d'élu de terrain et ma connaissance du territoire au service d'un projet utile, juste et tourné vers l'avenir.

3/ Quelles sont selon vous les grandes problématiques territoriales et les grands défis que vous allez devoir rencontrer durant cette mandature ?

Que ça soit à l'échelle communale, intercommunale ou même départementale, les défis sont multiples et majeurs. Néanmoins, il me semble que le logement et les mobilités sont incontournables.
Ce sont deux enjeux qui pèsent de plus en plus dans le budget de nos concitoyens et l'actualité internationale n'arrange rien avec notamment l'attitude belliciste du locataire de la maison blanche.
Nous devons également mieux anticiper le vieillissement de notre population en développant la mixité des parcours autonomie et grand âge : Ehpad, aides à domicile, habitat intergénérationnel.…

4/ Les défis économiques sont nombreux, comment vos collectivités vont devoir faire face aux manques de dotation et économies qui vous seront demandées ?

Il va falloir apprendre à agir autant voir mieux, avec moins. L'équation devient de plus en plus difficile pour nos collectivités territoriales. L'État a supprimé des impôts locaux comme la taxe d'habitation, diminue ses dotations et de l'autre côté, nos concitoyens réclament, à juste de titre, plus de services.
Concrètement, il va falloir prioriser nos projets, aller chercher un maximum de subventions. Pour les projets les plus onéreux, il nous faudra les phaser afin de les financer sur plusieurs exercices budgétaires. C'est une situation que je connaissais et c'est pourquoi nous n'avons pas promis la lune lors de la dernière campagne.
Il va être intéressant de voir quelle sera la place de l'avenir des collectivités territoriales dans les débats en 2027. Car, si on ne donne pas une réelle autonomie financière aux communes, cela va être difficile de faire vivre la démocratie locale. C'est quand même un comble quand on sait que le maire demeure la personnalité politique qui bénéficie encore d'une certaine légitimité auprès de nos concitoyens. La commune reste, à mon sens, la base de notre système démocratique. L'affaiblir est un jeu extrêmement dangereux qui ne peut amener qu'à un système autoritaire.■

LGV Toulouse-Bordeaux : l'État « maillon faible » du projet

Les élus communistes d'Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine tirent la sonnette d'alarme après la fuite d'un rapport du Conseil d'orientation des infrastructures sur la LGV Toulouse-Bordeaux.
La LGV Sud-ouest est un projet indispensable aujourd'hui fragilisé par l'inaction de l'État. Le COI indique explicitement que sa participation financière, pourtant fixée à 40%, sera *« difficilement mobilisable », tandis que le calendrier annoncé (mise en service en 2032-2033) est jugé irréaliste, renvoyé à un horizon autour de 2035 »*, déplorent les élus PCF.
Repousser encore la LGV, c'est condamner le Sud-ouest à rester à quai pendant que les besoins explosent. La LGV ce n'est pas du luxe : c'est la condition pour désaturer le rail, développer le fret et répondre aux besoins de mobilité de demain. *« Face aux hésitations de l'État, nous réaffirmons une exigence claire : une LGV publique, pour l'intérêt général et l'égalité des territoires »*, disent les élus.■

Les élus communistes : (de gauche à droite) Alain Baché pour la Nouvelle-Aquitaine, Jérôme Monamy et Jean-Luc Gibelin pour l'Occitanie

Congrès du PCF, des idées en débat

À la conquête de pouvoirs par les travailleurs

Depuis les deux derniers congrès, le PCF s'est de nouveau rendu visible, notamment en remettant la question de l'emploi et du travail dans le débat.
Cette visibilité retrouvée n'a pas permis de réaliser une percée politique suffisante. Aujourd'hui, la situation exige de passer à une nouvelle étape pour peser davantage sur le débat public.
La construction de combats unitaires doit être une priorité. Si l'adversaire s'emploie à fragmenter le salariat, à opposer les catégories populaires entre elles et à dissoudre la conscience de classe, les transformations du travail font aussi émerger de nouvelles convergences.
Ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres, paysans, subissent, à des degrés divers, la même domination, faite d'exploitation, de précarisation, de perte de sens du travail et de dépossession des choix sur la production. Cette réalité exige du PCF qu'il engage un travail de fond sur les recompositions des structures de classe : les qualifier, les définir, leur donner un sens politique, autrement dit les repenser concrètement.
Nos directions doivent mener ce travail afin de reconstruire des repères communs, des intérêts partagés et une perspective collective.
Pour y parvenir, le PCF fait de la politisation de la lutte des classes une priorité.
En tissant des solidarités concrètes et en permettant la construction d'une identité collective, il s'agit de répondre aux aspirations populaires en démontrant la nécessité de défendre des intérêts de classe. Cela suppose des transformations révolutionnaires amplifiant l'intervention populaire, ainsi que l'organisation et la réimplantation du PCF dans les entreprises, les territoires et les institutions. C'est par cette dynamique que s'ouvrira la voie de la conquête des pouvoirs et du dépassement du capitalisme.■

Extrait du projet de base commune

Congrès 2026 du PCF

Organisation pour la Fédération des Landes

Le vote de la base commune devra être validé le samedi 6 juin.
Le congrès départemental aura lieu le samedi 20 juin, à la salle des Fêtes de Labatut.
Pour rappel, l'ensemble des adhérents du PCF à jour de leurs cotisations, ont la possibilité de proposer des amendements sur le texte de base commune jusqu'au prochain conseil national du 9 et 10 mai.

Les premières conférences de section :
Seignanx : mardi 12 mai à 18 h 30 ; samedi 16 mai à 9 h ; samedi 23 mai à 9 h, au siège de la section, 1 rue Lise et Artur London à Tarnos.
Vote de la base commune : vendredi 5 et samedi 6 juin.■

Tilh et Mouscardès

Résistances d'hier et d'aujourd'hui

La section PCF de Pouillon (re)lance une initiative qui s'intitulera « Résistances d'hier et d'aujourd'hui » Elle se tiendra en deux temps le samedi 16 mai 2026 entre 9 h et 15 h sur les communes de Tilh et Mouscardès

Organisation de la journée :

9 h 30, discours et dépôt de gerbe sur la stèle de Marcel Discazeaux, Franc-tireur Partisan Français, assassiné à Tilh le 16 mai 1944

La stèle se situe sur la route de Dax-Orthez, entre Mouscardès et Tilh, au carrefour du chemin de Housse

10 h 15, accueil et café au quiller de Mouscardès

10 h 30, débat autour du thème ***« Comment résister contre la montée de l'extrême-droite sur notre territoire ? »*** avec une introduction d'un étudiant en master de sociologie qui réalise un travail de recherche intitulé *« Les imaginaires politiques d'extrême-droite dans les Landes »*

12 h, vin de la fraternité

12 h 30, repas (Paëlla, fromage, tartelette, vin et café compris) à 15 €

Il est impératif de s'inscrire auprès de Claudine Lavielle-Marcadé au 06.80.64.32.73 ou de Bernard Magescas au 06.13.59.44.98 avant le 10 mai 2026.

Les communistes des Arrigans relance cette initiative annuelle qu'organisait Franck Marcadé, maire de Mouscardès et conseiller général du canton de Pouillon. Lors de cette journée, un hommage lui sera rendu pour tout ce qu'il a apporté sur ce territoire et à la famille communiste.■

Gnacs et Chacailles

RACINES DE LUTTES

La victoire en chantant/Nous ouvre la barrière/La liberté guide nos pas/Et du Nord au Midi/La trompette guerrière/A sonné l'heure des combats/Tremblez ennemis de la France,/Rois ivres de sang et d'orgueil!/ Le peuple souverain s'avance,/Tyrans, descendez au cercueil.... La République nous appelle,/Sachons vaincre ou sachons périr!/Un Français doit vivre pour elle,/Pour elle un Français doit mourir./Un Français doit vivre pour elle,/Pour elle un Français doit mourir...

Cet extrait du «CHANT DU DÉPART» dont le titre original était «Hymne à la liberté» fut composé en 1794 par Marie-Joseph Blaise de Chénier (1764-1811, poète, dramaturge et homme politique français) sur une musique du compositeur français Étienne Nicolas Méhul (1763-1817). Il traduit l'engagement total du peuple français pour imposer la République de liberté, d'égalité, de fraternité, et les droits qui s'y rattachent, face à la monarchie «de droit divin». Les périodes révolutionnaires devraient nous inspirer dans les combats politiques d'aujourd'hui, notamment les élections qui sont un indicateur des mobilisations citoyennes et de la validation ou non des politiques locales et nationales à l'œuvre. Nous avons la responsabilité de débattre, de travailler à favoriser l'unité populaire, qui devrait déboucher sur une alternative aux politiques nationalistes, xénophobes, racistes, antisociales, qui réduisent la culture au commerce consumériste et qui ne voient que la paix armée. On ne peut se laisser piéger par les nombreux porte-voix qui voudraient orienter les colères et les révoltes vers les extrême-droites qui progressent en Europe, en organisant les divisions afin de maintenir les privilèges capitalistes. Préparer les élections dans la division des forces de Gauche, n'est pas rendre service au mouvement social unitaire qui se développe. On a vu les «Gilets jaunes» appeler à rejoindre le mouvement social du 5 décembre 2019. Des rencontres ont eu lieu avec des syndicalistes sur des ronds-points ou dans les manifestations. Les forces politiques de gauche qui ne seraient pas à la hauteur de cette exigence d'unité populaire et de travail commun sur des solutions alternatives porteraient une lourde responsabilité dans le cas où il ne serait trouvé aucun débouché. Tout doit être fait pour créer partout les conditions de l'unité politique et populaire, pour que les collectivités territoriales, les municipalités constituent des boucliers face aux politiques ultralibérales et pour empêcher la venue au pouvoir de l'extrême droite. Les divergences pour mettre en œuvre des politiques sociales et démocratiques, ne sont pas si importantes pour justifier les désunions à gauche. Les guerres atroces menées en Palestine, en Iran, dans le monde, sous les auspices de Trump avec les dernières innovations technologiques révèlent l'inconséquence et de la fragilité de la société capitaliste. Le monde des affaires ne doit pas régir les affaires du monde. Oui vraiment, la politique nous appelle toutes et tous dans la rue et dans les urnes. Les guerres ne mènent qu'aux champs de ruines et à la mort accélérée de l'humanité comme de la planète. Toutes et tous, nous avons l'immense responsabilité de lutter avec la dernière énergie pour construire une humanité heureuse sur une planète préservée, riche de ses différences et de sa biodiversité. Ques ùn combat d'aviéner (c'est un combat d'avenir). ■

Roger La Mougne